ASSEMBLÉE NATIONALE

7 octobre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° I-3240

présenté par

M. Pancher, Mme Bassire, M. Acquaviva, M. Guy Bricout, M. Jean-Louis Bricout, M. Castellani, M. Colombani, M. de Courson, Mme Descamps, M. Lenormand, M. Mathiasin, M. Molac, M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen, M. Panifous, M. Saint-Huile, M. Serva, M. Taupiac, M. Warsmann et Mme Youssouffa

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 5 , insérer l'article suivant:**

I. – L'article 278-0 *bis* du code général des impôts est complété par un N ainsi rédigé :

« N. – Les activités relatives à la réparation de cycles, chaussures et articles en cuir et retouches textiles ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour objet de fixer un taux de TVA réduit de 5,5 % sur les activités de réparation de cycles, chaussures et articles en cuir et retouches textiles.

Il vise à favoriser et encourager ces activités de proximité, qui à ce jour peinent à trouver un essor économique.

La loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC) de février 2020 a créé des fonds de la réparation financés par certaines filières à responsabilité élargie des producteurs (REP). Or, alors que les calendriers d'application ne sont pas respectés, il s'avère que les montants envisagés pour ces fonds ne sont également pas à la hauteur de l'ambition de réduction du coût de la réparation pour le consommateur. De plus, les processus de labellisation mis en place par les filières REP dans

le cadre de l'accès à ces fonds de la réparation ne sont pas adaptés aux réparateurs indépendants. Aussi, le levier de la TVA reste aujourd'hui le seul moyen de contribuer à cet objectif.

Une TVA à taux réduit contribuerait à l'implantation ou la réimplantation de ces activités dans les centres-villes, en cohérence avec les programmes Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain portés par le Gouvernement et conformément à l'esprit du plan France Relance.

Cet amendement a été élaboré avec la CMA.